



TRANSPARENCY INTERNATIONAL LUXEMBOURG

The press review

1-10 July 2013

Prepared by Transparency International Luxembourg

Disclaimer

Cette revue de presse est compilée par Transparency International Luxembourg. Les idées et opinions exprimées dans les articles cités sont fournis à titre d'information uniquement et ne représentent pas les idées et opinions de Transparency International Luxembourg, qui s'en distance formellement. La véracité et l'exactitude des documents repris ou cités dans cette revue de presse n'a pas été confirmée par Transparency International Luxembourg. Pour toutes questions concernant ce service, nous vous prions de bien vouloir contacter notre bureau au numéro de téléphone 26 38 99 29 ou par e-mail au secretariat@transparency.lu.

Information importante « hotline anti corruption »

Nous vous rappelons que nous avons mis en place une « hotline » qui permet d'obtenir aide et assistance gratuite pour les particuliers pour tout fait constitutif de corruption au sens large ou de trafic d'influence (en tant que victime ou de témoin).

Vous pouvez nous joindre à cet effet par téléphone au numéro 26 38 99 29, par email info@transparency.lu ou alors directement en nos bureaux situés au 11C, Bd. Joseph II, Luxembourg.

LuxembourgPublié le 02.07.13 18:51

Les juges et les magistrats luxembourgeois sont intègres

La corruption n'atteindrait pas les parlementaires et les magistrats au Luxembourg. C'est du moins ce qu'il ressort du rapport du Groupe d'Etats contre la corruption (GRECO) du Conseil de l'Europe.



Photo: shutterstock

Ce rapport est issu du quatrième cycle d'évaluation du GRECO. „Le Luxembourg fait partie des pays membres du GRECO traditionnellement peu touchés par la corruption“, notent les rédacteurs du rapport en première phrase du résumé des travaux.

Pour parvenir à ce constat, les rédacteurs du rapport se sont entretenus avec des parlementaires, des politiciens de tous bords, des représentants du barreau, des ONG et des journalistes. Les conclusions de ces entretiens forment le rapport qui a été adopté il y a deux semaines en réunion plénière.

Dans son rapport, le GRECO fait 14 recommandations au Luxembourg. Parlement et justice ont jusqu'au 31 décembre 2014 pour les mettre en oeuvre. Bien entendu, le GRECO surveillera ces travaux. Les partenaires luxembourgeois de GRECO ne voient aucun problème à les transposer.

Certaines permettront de finaliser la rédaction du code de déontologie des députés. D'autres sont directement en rapport avec la justice et concernent la cohérence et la transparence de l'appareil judiciaire. Ces recommandations se retrouveront dans le projet-de-loi sur le conseil national de la justice.

Transparency International ne s'était donc pas trompé. Selon un sondage Eurobarometer, 34% des Luxembourgeois jugent que la corruption est un problème alors que la moyenne européenne est de 74%. En outre, 27% des Luxembourgeois pensent que la corruption est un phénomène répandu au Luxembourg.

Luxembourg/Corruption: des progrès à faire

2013-07-03 08:58:00



Anne Brasseur, Jean Bour et Doris Woltz (de g. à d.) ont commenté le rapport sur la corruption, hier.

Le rapport final du Greco a été livré hier et contient une évaluation de la situation ainsi que des recommandations pour les juges, les procureurs et les députés.

*De notre journaliste
Geneviève Montaigu*

Des progrès ont été réalisés mais il reste à faire. Le Greco a salué les initiatives prises en matière de règles de conduite et veut aller encore plus loin dans certains domaines.

Le Greco (groupe anticorruption du Conseil de l'Europe) a présenté son rapport final sur la prévention de la corruption des parlementaires, des juges et des procureurs. L'ancien procureur de Diekirch, Jean Bour, aujourd'hui retraité, en sa qualité de chef de la délégation du Greco, a expliqué la méthodologie d'une telle évaluation qui repose sur de nombreuses entrevues aussi bien avec les personnes concernées qu'avec la société civile. Les journalistes avaient d'ailleurs été invités à participer à l'une de ces entrevues, en octobre 2012, quand une délégation avait passé la semaine à Luxembourg.

«Il s'agit d'une discussion ouverte et certaines choses ont été modifiées après deux jours de discussion à Bruxelles, à partir du projet de rapport», précise-t-il. Si le Greco relève des progrès en matière de lutte anticorruption, il insiste sur ce qu'il reste à faire pour assurer la cohérence et l'efficacité des mesures sur la prévention de la corruption.

Dans son rapport, il émet 14 recommandations concernant les juges, procureurs et parlementaires.

**Déclaration étendue
aux conjoints**

Le Greco soutient le projet qui vise à doter les parlementaires d'un Code de conduite qui réglementera de manière plus efficace les cadeaux et autres avantages consentis aux élus, ainsi que les conflits d'intérêts et les déclarations de revenus et de patrimoine. Hier, la députée libérale Anne Brasseur, membre de la commission des Institutions, a glissé un mot sur l'avant-projet d'un code de conduite des députés en matière d'intérêts financiers et de conflits d'intérêts. Le Greco ne se satisfaisait pas du système actuel «qui souffre d'un manque d'efficacité et qui est pris diversement au sérieux par les parlementaires», observe l'organisme du Conseil de l'Europe qui salue au passage cette initiative en rappelant l'affaire Livange-Wickrange.

Mais dans ses recommandations, le Greco préconise que le système de déclaration soit étendu aux conjoints et aux membres de la famille à charge «étant entendu que ces informations n'auraient pas nécessairement à être rendues publiques», précise le Greco. Néanmoins, Anne Brasseur y voit une atteinte à la vie privée. «J'ai exercé pendant 28 ans à la Ville de Luxembourg en tant qu'échevin aux travaux, aux sports, entre autres, qui sont des postes à gros budgets et personne ne m'a jamais corrompue ou tenter de le faire», illustre la députée.

Pour les juges, le Greco souhaiterait que dans le cadre du futur Conseil national de la justice, les procédures en matière d'avancement des diverses catégories de juges et des procureurs, y compris pour l'accès aux fonctions de président ou vice-président de tribunal et de procureur d'État, soient revues et rendues plus transparentes, «notamment sur la base de critères objectifs et d'un éventuel dispositif d'appréciation périodique», précise le texte.

D'autre part, un recueil de règles éthiques a été introduit en mai dernier pour les magistrats et Doris Woltz, juge d'instruction, a annoncé qu'il serait bientôt rendu public. Cependant, elle précise que ce recueil, qui n'est pas un code, édictera des règles indiquant aux magistrats qu'ils ne peuvent faire de favoritisme pour un parti politique, qu'il ne peut y avoir de connivence entre le procureur et le juge, ou encore que le juge ne peut donner de conseil juridique, «car d'autres professionnels sont payés pour cela», rappelle Doris Woltz.

Le Greco soutient aussi la création d'un conseil de la magistrature et le projet de rendre le parquet plus indépendant. «Une véritable gestion des tribunaux, avec un dispositif d'appréciation périodique du travail des juges et procureurs par leurs supérieurs contribuerait à limiter certains risques pour l'intégrité dans la justice», lit-on dans le rapport.

Le Greco invite les autorités luxembourgeoises à soumettre un rapport sur les mesures adoptées pour mettre en œuvre ses recommandations avant le 31 décembre 2014.



worx | 2013-07-04 | Nr 1222

KORRUPTION

Tückische Grauzone

Anina Valle Thiele

Wann ist Vorteilsnahme erlaubt, und wo beginnt Bestechung? Der gerade publizierte Greco-Staaten-Bericht liefert für Luxemburg Empfehlungen, die als Basis für einen Wertekodex dienen könnten.

Wenn Luxemburg, wo irgendwie jeder jeden über zwei Ecken kennt und es an der Tagesordnung ist, dass eine Hand die andere wäscht, attestiert wird, dass Korruption kaum eine Rolle spiele, muss man schon ein wenig schmunzeln. "Le Luxembourg fait partie des pays membres du GRECO traditionnellement peu touchés par la corruption", resümiert der europäische Staatenbericht die seiner Meinung nach rosige Lage im Großherzogtum. Ähnlich positiv fällt das Urteil der NGO "Transparency International" aus, nämlich dass Luxemburg zu den Ländern mit verhältnismäßig geringer Korruptionsgefahr gehört. Einer mittlerweile zwei Jahre alten Eurobarometer-Umfrage zufolge halten lediglich 34 Prozent der Luxemburger Bestechung für ein drängendes Problem, der EU-Durchschnitt liegt bei 74 Prozent. Trotzdem sind 27 Prozent der Luxemburger - gegenüber 19 Prozent im EU-Durchschnitt - der Ansicht, dass Korruption im Großherzogtum weit verbreitet ist.

Ob bzw. in welchem Grad Parlamentarier und Justiz bestechlich sind - dies soll der GRECO-Bericht (Groupe d'Etats contre la corruption) einer Gruppe von Staaten des Europarats, die 1999 von 17 Mitgliedern zur europaweiten Bekämpfung der Korruption gegründet wurde, dokumentieren. Das Gremium hat in den vergangenen Monaten mit den politischen Parteien, der Abgeordnetenkammer, Vertretern der Judikative und NGOs Gespräche geführt. Ihre Ergebnisse sind in den vierten Greco-Bericht eingeflossen, der am Dienstag im Luxemburger Justizministerium in Anwesenheit einiger Abgeordneter der Presse präsentiert wurde.

Bis dato keinerlei Ethikkodex

Der Bericht empfiehlt seinen Mitgliedstaaten, als wirksamen Kontrollmechanismus ein Regelwerk mit verbindlichen Wertmaßstäben (règles et normes déontologiques) aufzustellen. Bis dato gibt es in Luxemburg keinerlei solchen Ethikkodex zur Verhinderung von Bestechung oder unzulässiger Beeinflussung. Ein entsprechender Gesetzesentwurf wird derzeit von der Regierung ausgearbeitet. Der Greco-Bericht legt den Parlamentariern überdies nahe, ihre Einkünfte und die von ihnen geleisteten Abgaben offenzulegen. Die Forderung der Transparenz der finanziellen Beziehungen soll sich auch auf die Angehörigen beziehen, wobei der Begriff "Angehörige" noch recht unbestimmt ist. Einen Eingriff in die Privatsphäre sehen hierin die Luxemburger Abgeordneten Anne Brasseur (DP) und Paul-Henri Meyers (CSV). Ferner fordert der Bericht, dass Geschenke aller Art an Parlamentarier prinzipiell verboten werden sollten, mit der Ausnahme von Reisen. Doch gerade hier liegt die Grauzone: was Bestechung, Vorteilsnahme, Lobbyismus und was nur ein Freundschaftsdienst ist, bedarf einer klaren Festlegung. Denn wie ist es beispielsweise zu bewerten, wenn ein sozialistischer

Abgeordneter die vom Bauunternehmer Flavio Becca gesponserten Reisen zu Spielen des FC Bayern München in Anspruch nimmt? Wann sind Geschenke "nur" Geschenke?

Der Greco-Bericht enthält aber auch Empfehlungen an den Justizapparat. So wird unter anderem geraten, die Aufstiegskriterien im Rahmen des zu gründenden Nationalen Justizrates transparenter zu gestalten und die Verwaltung der Gerichte zu verbessern, um der Gefahr von Interessenskonflikten zu begegnen. "Ich übe seit 28 Jahren mein Amt als Schöffin für Arbeit, Sport und andere Dossiers aus, die große Budgets betreffen, und niemand hat mich je bestochen oder versucht, mich zu bestechen", beteuerte Anne Brasseur auf der Pressekonferenz. Versteht man unter Korruption im strengen Sinne nur die direkte Bestechung, wie man sie aus Mafiafilmen kennt ein Bündel Scheine für eine konkrete Gefälligkeit, dann kann man der resoluten DP-Deputierten ihre Versicherung abnehmen. Ob der eine oder andere Blumenstrauß, die Flasche Chateauf-du-Pâpe oder die Essenseinladung mit Hintergedanken verbunden ist, kann schließlich niemand wissen.

Klar ist, dass es dringend eines in Gesetzesform gegossenen Regelwerks bedarf, das überhaupt ethische Prinzipien zugrundelegt. Ob die Ausarbeitung eines solchen Codes der noch amtierenden Regierung gelingen wird oder ob die Projekte "Verfassungsreform" und "Ethikkodex" doch durch Neuwahlen weiter verschleppt werden, steht noch in den Sternen.

Les recommandations pour changer le SREL

Le rapport de la commission d'enquête parlementaire, en plus de pointer du doigt la responsabilité du Premier ministre Jean-Claude Juncker, propose des pistes pour réformer en profondeur les services secrets nationaux.

Par : Jean-Michel Gaudron / Publié par [paperJam.lu](#)



Le député socialiste Alex Bodry préside la Commission d'enquête sur le Service de renseignement de l'État. (Photo: Christophe Olinger/archives)

Il aura donc fallu quelque six mois de travail (instituée par la Chambre des députés le 4 décembre 2012, la commission s'est réunie pour la première fois le 17 décembre pour établir sa feuille de route et a véritablement commencé ses travaux le 3 janvier 2013), une cinquantaine de séances et d'innombrables auditions de témoins et experts pour que la Commission d'enquête sur le Service de renseignement de l'État (Srel), présidée par le socialiste Alex Bodry, ne publie, ce vendredi, [son rapport](#) de 130 pages.

Et encore, comme il est clairement mentionné dans ce document, cette enquête «ne peut pas, d'un point de vue objectif, être considérée comme étant complète», compte tenu, à la fois, de l'envergure des agissements et dysfonctionnements connus et révélés, mais aussi du rythme régulier des révélations par voie de presse de nouveaux éléments quant aux «dérives ayant caractérisé le mode de fonctionnement, notamment pendant les années 2004 à 2008» du Srel.

La commission a recensé un très grand nombre de dysfonctionnements réels constatés (enregistrements illicites, création de Sandstone, une structure privée parallèle...), mais aussi des dysfonctionnements d'ordre structurel (contrôle financier, imparfait, modalités de recrutement, absence de care réglementaire pour certaines activités, contrôle parlementaire insuffisant...).

Un droit pénal insuffisant

«Il existe des indices sérieux dégageant des faits susceptibles de tomber sous la loi pénale. Les enquêtes judiciaires permettront d'élucider ces affaires», indique le rapport, qui constate

que le droit pénal actuel est «à certains égards insuffisant pour réprimer des actes contraires aux missions du Srel».

Mais le rapport vise aussi et surtout directement le Premier ministre, l'autorité de tutelle du Srel, dont la bonne foi est souvent mise en cause. Faisant référence à la déclaration prononcée par Jean-Claude Juncker devant la commission («Le renseignement n'était pas ma première priorité»), le rapport indique que certains témoignages recueillis semblent contredire l'apparent manque d'intérêt exprimé dans cette citation.

«La responsabilité politique du Ministre d'État est engagée»

La commission rappelle, du reste, que «un service de renseignement, dont l'activité est secrète par essence, doit pouvoir bénéficier d'une attention certaine de la part de l'autorité politique responsable.»

Deux pages et demi de développement suffisent à la commission pour trancher de manière formelle : «La responsabilité politique du Ministre d'État est engagée.»

Les 12 dernières pages du rapport sont consacrées aux conclusions et aux recommandations, renvoyant dans les cordes ceux qui plaident pour une suppression pure et simple des services secrets. «L'utilité d'un service de renseignement ne semble pas être mise en question, alors que le renseignement constitue une activité essentielle pour la protection et la sauvegarde des intérêts du Luxembourg, pays démocratique et de droit.» C'est évidemment le mode de fonctionnement actuel du Srel et de la réforme dont il va devoir faire l'objet qui est au cœur des recommandations de la commission.

Transparence et contrôle interne

Il y est notamment question de renforcer le cadre juridique en matière de contrôle administratif et parlementaire en créant, par exemple, un organe de contrôle interne à l'image de l'Inspection générale de la Police, mais aussi en introduisant un devoir d'information strict et préalable valant pour les responsables du service et pour le ministre de tutelle du SREL.

La commission d'enquête insiste également sur l'urgence de fixer un cadre juridique formel prévoyant des conséquences pénales sévères pour les employés du Srel manquant à leurs obligations. Elle recommande par ailleurs que toute collaboration du service de renseignement de l'État avec une firme de renseignement et sécurité privée soit être interdite par la loi et qu'il soit prévu un délai de carence de cinq années avant qu'un ex-employé du Srel puisse rejoindre une telle firme privée.

Enfin, entre autres conclusions, le rapport insiste sur la nécessité de rendre compte des activités du Srel dans le rapport annuel d'activité du ministère d'État, ce qui n'est pas le cas actuellement. Ce [rapport a été approuvé](#) par les membres de la commission avec 7 voix «pour» et 5 voix (celles du CSV) «contre».

La corruption aurait-elle augmenté au Luxembourg?

50% des personnes interrogées estiment que la corruption a augmentée dans notre pays au cours des deux dernières années (contre 44% en 2010).



Photo: Shutterstock

50% des personnes interrogées estiment que la corruption a augmentée dans notre pays au cours des deux dernières années (contre 44% en 2010).

Si l'on ajoute les 39% des personnes interrogées qui estiment que la corruption est restée identique, le niveau de perception de corruption par la population demeure très élevé dans notre pays.

C'est le résultat du sondage "Global Corruption Barometer" ("GCB"), un sondage d'opinion d'ampleur mondiale sur la perception de la corruption par les citoyens eux-mêmes. L'édition 2013 a été conduite sur une population de 114.000 personnes réparties dans 107 pays.

Un pot-de-vin svp!

Dans le sondage, il a été "proposé" de payer un pot-de-vin à 18 % des personnes interrogées. Seules 88 % de ces mêmes personnes ont répondu par la négative.

Un sentiment d'impuissance face à la corruption

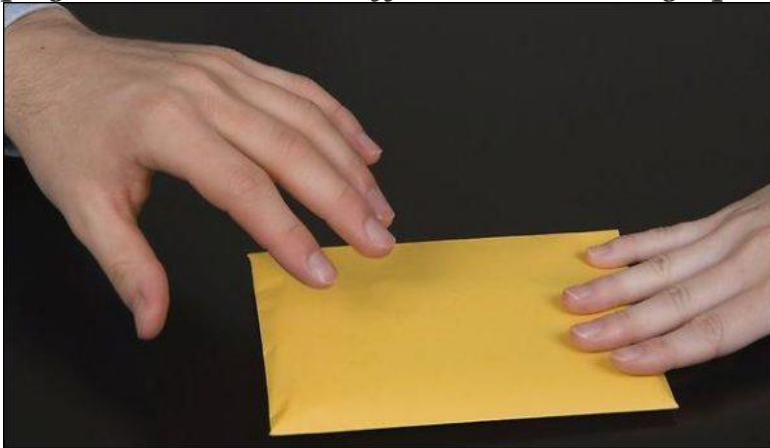
Le troisième point marquant de l'étude est la résignation exprimée par les personnes interrogées. En effet, seulement 43% des personnes interrogées (37% des femmes et 47% des hommes) estiment que les citoyens lambda puissent faire quelque chose pour lutter contre la corruption.

Cette résignation est subie comme une fatalité et exprime le sentiment d'incapacité de la population luxembourgeoise qui est malgré tout prête pour 75% des personnes interrogées à signer une pétition afin que le gouvernement se saisisse du fléau de la corruption tant l'action individuelle de tout un chacun leur semble dérisoire.

Le GCB représente le plus important sondage d'opinion mondial conduit par Transparency International et il en résulte, au niveau mondial, que plus d'une personne interrogée sur deux considère que la corruption a augmenté durant les deux dernières années.

Une personne sur six payerait des pots-de-vin

LUXEMBOURG - 18% des personnes interrogées par Transparency International Luxembourg, se sont vu proposer de payer un bakchich, affirme un sondage publié par l'ONG ce mardi.



Seule une personne sur quatre prête à dénoncer la corruption au Luxembourg. (photo: dr)

Le niveau de perception de corruption par la population demeure très élevé dans notre pays: 50% des personnes interrogées estiment que la corruption a augmenté dans notre pays au cours des deux dernières années (contre 44% en 2010) et pour 39% le niveau de corruption est resté identique par rapport aux années précédentes. Telles sont les conclusions de [Transparency International Luxembourg](#), une ONG qui a comme objectif de combattre la corruption dans le pays.

Corruption au Luxembourg

Le [rapport final du Greco](#), groupe d'états contre la corruption, présenté en juillet, avait placé le Luxembourg à la 12e place des pays les moins corrompus dans le monde. Si ce classement semble plutôt positif, il avait toutefois émis 14 recommandations concernant les juges, procureurs et parlementaires dans notre pays. **Le sondage**

Le «Global Corruption Barometer» (GCB) a été effectué sur 114 000 personnes réparties dans 107 pays. Au Luxembourg, 502 personnes ont été interrogées par TNS-ILReS entre octobre et novembre 2012. **Comment dénoncer la corruption?**

Pour s'impliquer activement dans la lutte contre la corruption, Transparency International Luxembourg a mis en place une hotline. Les personnes se voyant proposer des pots-de-vin ainsi que toute autre personne ayant [conscience de telles pratiques](#), peut contacter l'ONG au 26.38.99.2 ou par e-mail à info@transparency.lu

Le sondage qu'ils ont effectué en collaboration avec TNS-ILReS dans le cadre d'un sondage mondial sur la corruption a été publié ce mardi. Il portait notamment sur la perception de la corruption sur les deux dernières années, l'expérience personnelle face à la corruption, l'engagement personnel dans la lutte contre la corruption.

Seule une personne sur quatre prête à dénoncer la corruption

Il en ressort que près d'une personne sur cinq (18%) se sont vu «proposer» de payer un pot-de-vin et que 12% de ces mêmes personnes ont donné suite à cette demande. L'ONG met ainsi en garde contre le fait que cette pratique est perçue par un certain nombre d'acteurs comme une fatalité. De surcroît, 43% des sondés mettent en avant une certaine résignation et estiment que la population, elle, ne peut pas faire grand-chose pour remédier à cette anormalité.

En plus, une personne sur quatre semble prête à fermer les yeux sur cette pratique et à ne pas la dénoncer aux autorités compétentes. Pour ce qui est de la lutte contre ces pratiques illégales, seulement 15% des personnes interrogées jugent efficaces les actions engagées par le gouvernement.

(lb/ *L'essentiel Online*)

CSV-LSAP : la fin est officielle

2013-07-11 08:33:00

Le Premier ministre, Jean-Claude Juncker, présentera aujourd'hui la démission du gouvernement au Grand-Duc. C'est ce qu'il a annoncé hier soir après un long débat.

De notre journaliste

Christiane Kleer



Jean-Claude Juncker a tiré un trait sur la coalition des chrétiens-sociaux et des socialistes sans attendre le vote de la motion déposée par le LSAP ou celle des partis d'opposition.

Les rumeurs ont finalement été confirmées : il y aura de nouvelles élections, au plus tôt au mois d'octobre. Sans même attendre le vote des motions introduites par le LSAP et les partis de l'opposition, le Premier ministre, Jean-Claude Juncker, jugé responsable des graves dysfonctionnements survenus au sein du SREL, a annoncé qu'il proposera aujourd'hui la démission du gouvernement au Grand-Duc. En début d'après-midi, il refusait toujours de reconnaître ses responsabilités.

Nous ne nous sommes pas soumis à une logique d'opposition. Mais nous ne voulions pas non plus défendre coûte que coûte la raison de la coalition.» C'est ainsi que le président de LSAP, Alex Bodry, a débuté son discours, hier. Le ton était donné. Convaincu que la responsabilité objective et subjective du Premier ministre était engagée dans l'affaire du SREL, le député a en effet introduit, vers la fin de son discours, une motion réclamant au Premier ministre d'«assumer pleinement la responsabilité politique des dysfonctionnements graves constatés» et au gouvernement de «demander au Chef de l'État de procéder à la dissolution de la Chambre et à l'organisation d'élections législatives anticipées». «La décision n'a pas été facile», a avoué Alex Bodry. Toutefois, son parti est passé à l'acte cette fois-ci, en déposant la motion qui aura provoqué la fin prématurée du gouvernement Juncker-Asselborn II. Même si ni la motion du LSAP, ni celle des partis de l'opposition n'auront finalement été votées. Après sept heures de discussions, sous la pression grandissante de la Chambre, Jean-Claude Juncker a tiré un trait sur le débat en anticipant les votes : «Le LSAP n'est pas d'accord avec mes explications. Je n'aurais pas pensé que ce seraient les socialistes qui me lâcheraient. Vu la situation, j'estime que nous pouvons terminer ce débat». Et d'ajouter : «Je convoque le gouvernement pour 10 h demain matin (aujourd'hui), avant de proposer au Grand-Duc de dissoudre le gouvernement.»

En effet, les socialistes ont tenu parole, en officialisant ce que le président de la fraction,

Lucien Lux, avait annoncé vendredi dernier.

«Nous ne pouvons pas quitter ces lieux et dire que, finalement, il ne s'est rien passé au SREL. Quelle image du pays donnerions-nous en retenant que la responsabilité politique n'existe pas au Luxembourg?», a encore lancé Alex Bodry, hier. Organiser de nouvelles élections est, selon lui, un signe fort, qui permettra de rétablir la confiance des citoyens envers les institutions.

«Je ne dis pas que je n'ai pas fait d'erreur»

Un constat que les partis de l'opposition ont partagé. Mais le président du LSAP a toutefois noté que «le Premier ministre est aussi victime dans ce dossier, dans un cas précis (NDLR : l'épisode de la montre)». «Mais il est cependant responsable de plusieurs autres cas», a ajouté Alex Bodry. «Je ne dis pas que je n'ai pas fait d'erreur», a noté Jean-Claude Juncker vers la fin de son intervention, qui aura duré, comme prévu, deux heures. Ce qui ne veut pas dire qu'il s'estime responsable des faits qui se sont déroulés au sein du Service de renseignement entre 2006 et 2009. Le Premier ministre reconnaît avoir fait quatre erreurs.

Primo, ne pas avoir introduit de procédure disciplinaire à l'encontre de l'ancien directeur du SREL Marco Mille, après avoir appris l'épisode de la montre, «pour protéger le service». «Mais avec le recul, j'estime que j'aurais dû introduire une procédure disciplinaire», a-t-il reconnu hier. Il regrette, secundo, de ne pas avoir mis en place un contrôle interne au SREL dans le cadre de la réforme de 2004. À l'époque, un tel organe de contrôle semblait «exagéré pour un service de soixante personnes». Tertio, il a estimé qu'il aurait dû insister pour obtenir les procès-verbaux de toutes les réunions de la commission de contrôle parlementaire du SREL, donc également de celles auxquelles il n'a pas assisté. Au total, le Premier ministre n'a assisté qu'à cinq d'entre elles. Autrement dit, il était dans l'incapacité de vérifier si l'ancien directeur du SREL Marco Mille avait communiqué toutes les informations sur le service à cette commission dont le Premier ministre a tenté de relever la responsabilité dans cette affaire hier. Enfin, la plus grande erreur que Jean-Claude Juncker estime avoir commise est de ne pas avoir insisté auprès du SREL pour vérifier si ses «instructions ont été suivies». «Je ne me suis pas pointé tous les jours au SREL pour demander s'ils avaient fait ce que je leur avais dit.» Toutefois, Jean-Claude Juncker n'a pas voulu reconnaître que ces erreurs et celles qui lui sont reprochées dans le rapport de la commission d'enquête relèvent de sa responsabilité politique.

«Ma responsabilité objective est-elle engagée à cause de deux ou trois agents du SREL?», a demandé le Premier ministre. Et de rappeler ensuite qu'il est toujours intervenu quand il a eu vent d'un dysfonctionnement. «Je ne vois absolument pas de responsabilité personnelle», a-t-il encore constaté.

Aux yeux d'une large majorité des députés, ce déni de responsabilité représente une énième erreur du Premier ministre dans l'affaire du SREL.

«Ils ont mon destin entre leurs mains»

Les ténors politiques regardaient déjà vers les futures élections à l'issue du débat d'hier à la Chambre.

**Alex Bodry,
président du LSAP**

«Je suis scandalisé par le fait qu'un homme de la trempe de Jean-Claude Juncker ne prenne

pas ses responsabilités et cela ébranle sérieusement la confiance que j'ai en lui.»

Jean Asselborn (LSAP),

vice-Premier ministre

«Aujourd'hui n'est pas un jour de joie. Mais j'estime que nous avons mené un débat juste et honnête. Le LSAP n'a pas agi comme un parti de l'opposition, mais nous avons pris une décision dans l'intérêt de la démocratie et de l'État de droit. C'est ce qui compte. En tout cas, la décision n'était pas dirigée contre le Premier ministre ou son parti. Il est vrai qu'au cours des années de bonnes relations se sont créées. Mais enfin, la politique, c'est plus que des relations humaines. Les élections anticipées nous permettront d'oser un nouveau départ après des mois de débats, qui ont pesé sur notre travail de tous les jours. (...) La question de la tête de liste sera tranchée dans les semaines à venir.»

François Bausch,

président de la fraction déi gréng

«Je suis déçu par le discours du Premier ministre, parce qu'il a refusé toute responsabilité, et il a même osé renvoyer la balle à la commission de contrôle parlementaire du SREL. En plus, nous n'avons rien appris de nouveau. Tout ce qu'il a dit, tous ses arguments, il les avait déjà sortis devant la commission d'enquête. J'aurais pu me lever et faire tout un discours pour énumérer toutes les situations dans lesquelles il n'a pas agi comme il le fallait. Mais enfin, l'issue de ce débat est tout à fait logique, même si je me demande à quoi le Premier ministre s'attendait. À ce que les socialistes cèdent encore une fois?»

Gilles Roth,

président de la fraction CSV

«La réaction des socialistes est injuste et elle m'a profondément étonné. Je suis sûr que le CSV va remporter ces élections anticipées.»

Luc Frieden (CSV),

ministre des Finances

«Le gouvernement ne démissionne pas! Demain (aujourd'hui), Jean-Claude Juncker ira proposer au Grand-Duc la dissolution de la Chambre et il est fort probable que le chef de l'État maintienne le gouvernement en place jusqu'aux prochaines élections. Je suis finalement heureux que la population puisse aller aux urnes. C'est une bonne chose car nous allons avoir un programme pour les cinq prochaines années, destiné à redresser la situation économique et sociale du pays. Ce sera un programme fort.» Luc Frieden a déclaré qu'il sera à nouveau candidat aux prochaines élections.

Jean-Claude Juncker (CSV),

Premier ministre

«Ma crédibilité est connue des Luxembourgeois et ils ont mon destin entre leurs mains. J'ai pris la décision de devancer le vote des motions car je ne peux pas travailler dans un climat de défiance. Je serai à nouveau candidat.»

International/regional news

Uutiset News 1.7.2013 17:45

Finns naive about corruption

Although Finland is the least corrupt country in the world according to an index by Transparency International, structural corruption is common enough here. On the municipal level corruption is especially rife, according to new PhD research.



Inspector Juuso Oilinki from the National Bureau of Investigation. Image: Yle

The Police College of Finland reported some 500 corruption crimes between 2007 and 2010. Suspected bribery cases accounted for about 20 of these annually.

Juuso Oilinki, a National Bureau of Investigation inspector specialised in corruption, says Finland has been naive when it comes to corruption. One of the reasons for this is that long-established ways of operating are not perceived as illegal. Even officials often fail to recognise corruption.

The municipal sector is a real locus of corruption. A typical case involves a decision-maker contracting jobs to entrepreneurs within their close circle of acquaintances, as well as paying too little or too much for the work. Decision-makers commonly justify their actions by saying that the interests of the municipality and the contracted company coincide.

“This justification [of interests of both parties being served] is used to account for so much”, notes corruption researcher Pasi Laine.

Intimidated whistle-blowers

Laine is writing his PhD thesis on corrupt leadership. For his work, the doctor candidate has interviewed influential leaders, civil servants and crime suspects in municipalities as well as in companies.

According to Laine’s research, the risk of corruption grows with long-term positions of power, small localities, and a climate of trust developed in closely knit networks.

As everyone tends to know each other on municipal level, it takes a lot of courage to report possible misconduct to the police. Laine claims to have uncovered questionable practices in Finland, where informants are fired as revenge for disclosing details on old boy networks.

“People who have something to loose or be afraid of can react strongly to a person who talks about these things”, Laine muses. Sources Yle

Drago Kos to head OECD Working Group on Bribery from 2014

Source: Thomson Reuters Foundation - Thu, 4 Jul 2013 10:18 AM

Author: [Stella Dawson](#) [More news from our correspondents](#)



In this undated file photo, a banner is shown in the OECD headquarters in Paris

WASHINGTON (Thomson Reuters Foundation) – Drago Kos, chairman of the international committee rooting out corruption in Afghanistan, is lined up to head the premier OECD Working Group on Bribery in 2014.

Mark Pieth said he was stepping down as chair at the end of December after more than 19 years building the Working Group on Bribery into a world leader in the campaign to hold countries to account for how effectively they combat foreign graft and corruption. He confirmed Kos had been chosen to replace him. The OECD said it could not comment but several people close to the process said final details were being worked out before Kos was officially named.

Kos, a Slovenian lawyer who speaks Russian, has won respect among anti-corruption campaigners and policymakers alike for his tough and charismatic leadership when he chaired the Council of Europe's **Group of States Against Corruption** (GRECO).

“He brings along vast experience in the field, perspectives from different geographical locations and, this is my personal view, he is an outstanding individual of great integrity who does not bend to political pressures,” said Karen Hussmann, public policy expert at **U4**, the anti-corruption resource centre.

These attributes will prove particularly important at the OECD Working Group, which relies on country reviews as its primary tool to cajole countries into adopting tough anti-corruption legislation and then using it effectively to crack down on corporate bribery of foreign public officials.

Britain and Canada have in the past faced particularly contentious reviews, and a highly critical report of Portugal released last month stirred intense debate within the OECD Working Group on Bribery. Some members said the language was watered down in order to reach agreement. Even so, the report pointed out what it viewed as worrisome links between top Portuguese companies and countries plagued by corruption, such as Angola and Brazil, and little appetite to investigate.

“Portugal’s enforcement of its foreign bribery laws has been extremely low. Not a single prosecution has resulted from 15 allegations of Portuguese companies bribing foreign officials in high-risk countries. Several investigations have been closed prematurely. Some allegations were not investigated at all,” **the report** said.

Huguette Labelle, chair of the leading anti-bribery advocacy group **Transparency International**, said the pressures on Kos to show leniency will be even greater as the number of countries in the OECD Working Group on Bribery continues to expand.

“He will want to ensure that having a larger number of members does not dilute the quality,” she said. He will also need to ensure that countries continue learning from each other to achieve the highest level of compliance, she said.

Pieth's great contribution was in establishing the system of peer reviews, where countries assess each other's performance, which Labelle called a "brilliant" innovation to raise anti-corruption standards. "He was thorough, he was strong and he does his homework. He has demonstrated high professionalism," she said.

GOLD STANDARD

The Working Group on Bribery was formed in 1994 and four years later crafted a convention, the world’s only legally binding instrument that focuses exclusively on combating bribery of foreign public officials in international business.

It was a breakthrough in the global fight against corruption by committing leading export countries to make bribery a crime. Many governments had until then considered foreign bribery of public officials a legitimate business expense for tax purposes, and in adopting strong rules the Working Group under Pieth’s determined leadership has established a gold standard for efforts to halt bribery of foreign officials.

Colombia and Russia this year became the latest countries to join the convention, bringing its membership to 40 countries. It meets four times a year and is housed at the Paris-based Organisation for Economic Cooperation and Development, a research arm for top exporting countries which serves as the Working Group’s secretariat. Its member countries represent nearly two-thirds of world trade and 90 percent of outward foreign direct investment, according to its **annual report**.

Pieth, a Swiss native, said in an interview that he viewed as his greatest achievement “to keep the whole thing going.”

Using a mixture of charm, diplomatic skill and bullying, the professor of criminology from the University of Basel has persuaded country after country to follow the United States’ lead in outlawing foreign bribery, arguing that by doing so countries can foster economic development, spread the rule of law and level the playing field for international business.

“Over 20 years, you have seen the internationalisation of the (U.S.) Foreign Corrupt Practices Act. We managed to get people to write the laws. Now you have to have people live up to those laws,” Pieth said.

Germany and the United States today lead the pack on the enforcement front, he said. A middle group of countries including the Netherlands, Switzerland and Italy are making progress in bringing corruption cases. But a third group of about 20 countries have seen no prosecutions despite adopting anti-bribery laws, illustrating the gap between words and action, he said.

The biggest challenge for Kos will be to show resolve. “Not to get roped in by individual countries to soften the standards,” Pieth said. “I am pretty confident he is the best choice. He has a lot of experience.”

Kos could not be reached for comment. The Slovenian studied criminal law at the University of Ljubljana before taking a number of positions at the Ministry of Interior in Slovenia in the 1990s, rising to head its organised crime unit. He also headed the country’s justice and home affairs negotiations during accession talks for entry to the European Union, before taking the chair of GRECO in 2004.

Kos currently is chair of the **Independent Joint Anti-Corruption Monitoring and Evaluation Committee**, which oversees the national and international efforts to combat fraud, bribery and corruption in Afghanistan.

Pieth is taking a new position as chair of the Appeals Board at the African Development Bank and will continue his work at the University of Basel and as chairman of the non-profit **Basel Institute on Governance**, which advises on asset recovery, corporate and public governance and compliance in anti-corruption.

Corruption getting worse, says poll



Corruption has been one of the key focuses of recent protests in Brazil

More than one in two people think corruption has worsened over the last two years, according to a public opinion survey by Transparency International. Its annual Global Corruption Barometer found 27% of respondents said they had paid a bribe when accessing public services and institutions in the last year. The survey covered more than 100 countries. Perhaps it's time to challenge our perceptions of corruption, writes BBC Newshour's Tim Franks.

The evidence suggests a global pandemic, a disease which infects and corrodes and rots. Most people appear to think it's getting worse. And yet the reaction is often just a tut - it's other people's problem, or a shrug - it's always been with us and it always will be.

It is corruption.

It is an act, a fact of life, which occurs - by and large - in the shadows. Some, though, are trying doggedly to draw back the curtain - among them, the Berlin-based pressure group, Transparency International. Its latest global survey of corruption covered 107 countries and 114,000 people. And most of them say that corruption has worsened over the last two years.

Key findings of the Global Corruption Barometer 2013

- More than half of those surveyed believe corruption has worsened in the last two years
- In the last year, 27% of respondents say they have paid a bribe when accessing public services and institutions
- Nearly 9 out of 10 people surveyed said they would act against corruption
- 2/3 of those who were asked to pay a bribe say they had refused
- In 51 countries around the world political parties are seen as the most corrupt institution

There are some depressing, if predictable, trends. You are twice as likely to pay a bribe in a poor country as a rich one. In one in three countries, the greasiest palms belong to the police. In almost one in five, the judiciary. Overall, one in four people surveyed say they have paid a bribe.

Nor is it simply about discreetly folding money into an official's palm. It is political parties, "the driving force of democracies", as TI calls them, which are perceived to be the most corrupt public institution.

That is, in large part, because corruption is not just about bribery. Almost two out of three people say they believe personal relationships are what help get things done in the public sector - one in two say their government is largely or completely run by special interest groups.

Case studies: Tales of bribery and corruption

And the smell does not just hang around emerging democracies or economies. **A sentence in the Boston Globe** two months ago made me do a double-take - newly elected Democrat members of the House of Representatives were told by their party "to devote at least four hours a day to the tedious task of raising money".

You may argue that that is not corruption. It is an open trawl. There are rules against offering a clear quid pro quo. But the TI survey finds that people in the US, as with the UK, believe corruption is growing. And in the UK, while - full disclosure here - it's the media who are seen as the most venal sector of public life, they're run a close second by political parties.



This engraving of British politician Lord Danby offering a bribe to an MP in the 17th Century shows political corruption has long been an issue of public concern

There are some oases. People in Azerbaijan, Cambodia, Georgia, Sudan and South Sudan report that corruption has lessened over the last two years.

TI argues, incontrovertibly, if a little optimistically, that for the stench of corruption to be lifted further, "governments must set up accountability mechanisms" and "people should refuse to pay a bribe, wherever asked and whenever possible".

Others may argue that beyond the familiar figures of the grasping politician, dodgy hack and bent policeman, corruption is more amorphous and more pervasive. The Harvard moral philosopher, Michael Sandel, draws an almost Shakespearean image of the corruption of the social fabric **when he writes of prisoners paying to upgrade their cell, or patients**

paying to jump the queue at public hospitals, or schools paying children \$2 a pop to read books.



"Bribe-paying levels remain very high worldwide, but people believe they have the power to stop corruption and the number of those willing to combat the abuse of power, secret dealings and bribery is significant"

Huguette Labelle, Chair of Transparency International

Perhaps in the first instance, we should all challenge our preconceptions about the places, the situations, the morality, even the language of corruption. That it isn't just something that other people do. Or it's not just something that everyone does - a fee, rather than a bribe, whether you're paying or taking.

More than 200 years ago, the great political thinker Edmund Burke warned that "among a people generally corrupt, liberty cannot long exist". If that is right, corruption deserves more than a tut or a shrug.